

L'ÉCOFISCALITÉ AU QUÉBEC

QUELLES OPTIONS POUR ACCÉLÉRER
LA TRANSITION ÉNERGÉTIQUE ET
LA DÉCARBONISATION DE L'ÉCONOMIE ?

Synthèse d'un atelier tenu le 20 février 2020



Chaire de gestion
du secteur de l'énergie
HEC MONTRÉAL

LANCEMENT (GoToWebinar)
15 septembre 2020, 11h-12h

PRÉPARÉ POUR

Québec 

AVEC LA COLLABORATION DE



● CONTRIBUTEURS ET REMERCIEMENTS

SOUS LA DIRECTION DE

- **Johanne Whitmore**, Chaire de gestion du secteur de l'énergie, HEC Montréal
- **Pierre-Olivier Pineau**, Chaire de gestion du secteur de l'énergie, HEC Montréal

CONTRIBUTEURS – CONFÉRENCIERS

- **Luc Godbout**, Université de Sherbrooke
- **Norma Kozhaya**, Conseil du patronat du Québec
- **Erick Lachapelle**, Université de Montréal
- **Justin Leroux**, HEC Montréal
- **Jean-Philippe Meloche**, Université de Montréal
- **Luc-Normand Tellier**, UQAM
- **Fanny Tremblay-Racicot**, ÉNAP

PARTENAIRE FINANCIER

- **Transition énergétique Québec (TEQ)**

COLLABORATEUR DE PROJET

- **Chaire en fiscalité en en finances publique**, Université de Sherbrooke

● PLAN DE LA PRÉSENTATION

Mot d'introduction – **Johanne Gélinas**, PDG de TEQ

Présentation du rapport – **Pierre Olivier Pineau**, Titulaire, Chaire de gestion du secteur de l'énergie, HEC Montréal

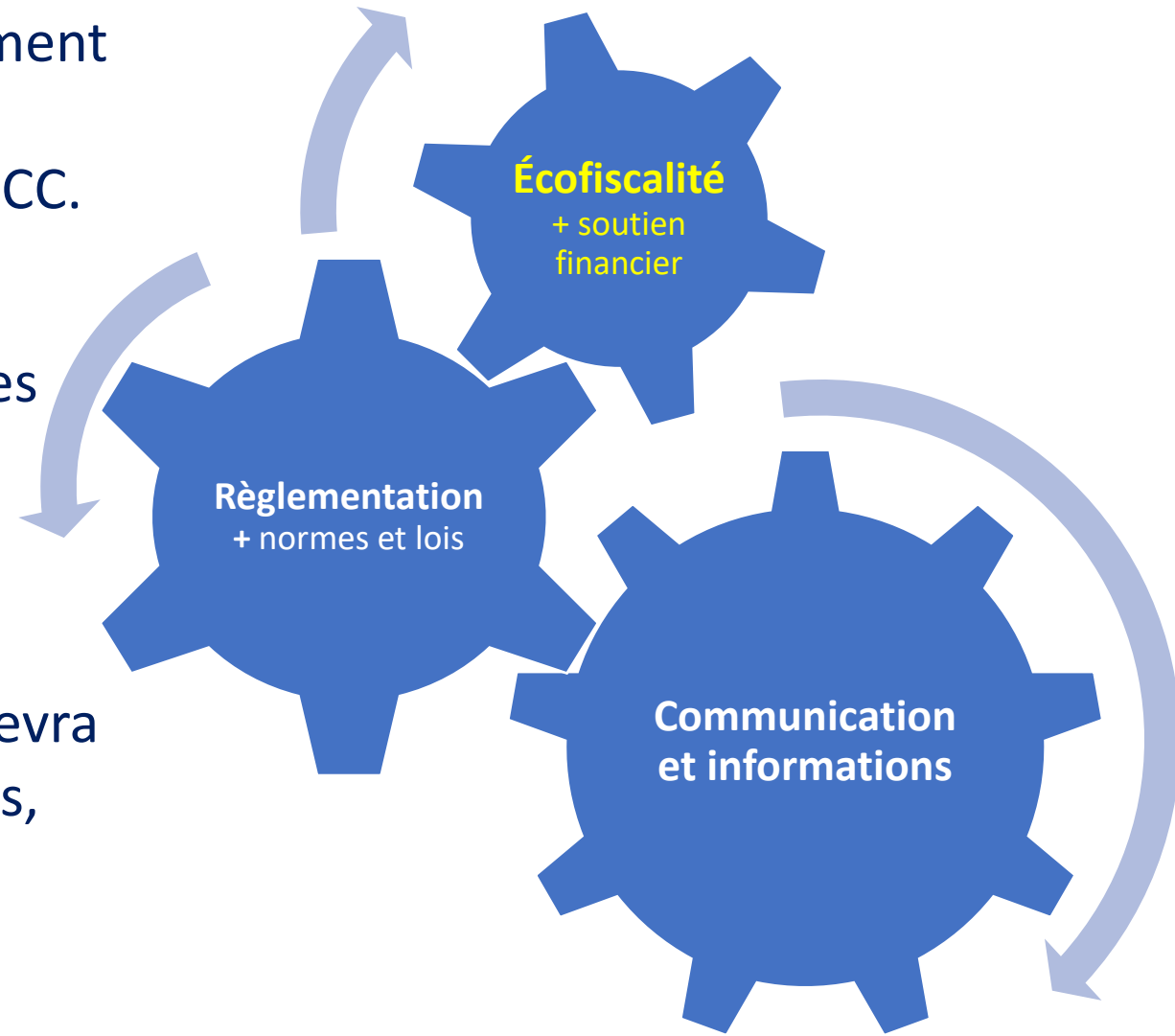
- 1 | L'atelier : contexte et mandat
- 2 | État des lieux de l'écofiscalité dans le contexte de la transition énergétique
- 3 | Mise en œuvre de l'écofiscalité : opportunités et défis
- 4 | Pistes d'actions et conclusions
- 5 | Période de question (30 min.)

1 | L'ATELIER, 20 FÉVRIER 2020

- Dans le cadre du **Plan directeur transition 2018-2023**, innovation et efficacité énergétiques de TEQ, et de la **Stratégie gouvernementale de développement durable 2015-2020**
- 56 intervenants de différents niveaux décisionnels issus des milieux universitaire, gouvernemental (provincial et municipal), professionnel et communautaire
- 7 présentations + tables de discussion
- Organisé par la Chaire de gestion du secteur de l'Énergie (HEC Montréal) et TEQ en collaboration avec la Chaire de recherche en fiscalité et en finances publiques (Université de Sherbrooke)

POURQUOI L'ÉCOFISCALITÉ ?

- Au-delà du marché du carbone, le gouvernement a privilégié une approche par subventions comme outil d'intervention dans la lutte aux CC.
- Les données montrent toutefois que cette approche est insuffisante pour transformer les marchés, et les choix et investissements des gouvernements, des entreprises et des consommateurs.
- Pour atteindre ses cibles, le gouvernement devra avoir recours à des mesures complémentaires, dont l'écofiscalité et l'économie circulaire.
- **Recommandations du Commissaire au développement durable (juin 2020)**



2 | ÉTAT DES LIEUX DE L'ÉCOFISCALITÉ

DANS LE CONTEXTE DE LA
TRANSITION ÉNERGÉTIQUE

● ÉTAT DES LIEUX DE L'ÉCOFISCALITÉ AU CANADA

Justin Leroux, HEC Montréal et Commission de l'écofiscalité du Canada

- Écofiscalité**
- ✓ Corriger les signaux de prix d'un marché
 - ✓ Encourager les activités économiques et comportements souhaitables
 - ✓ Minimiser les conséquences indésirables (externalités négatives)

1) Couverture : qui paie ?

2) Structure du tarif ?

3) Utilisation des recettes ?

4) Mesures complémentaires ?

● MESURES ÉCOFISCALES AU QUÉBEC : LE CAS DU TRANSPORT ROUTIER

Luc Godbout et Michaël Robert-Angers, Université de Sherbrooke

- **Transport** : 1^{re} source de croissance des GES au Québec
- Taxe sur les carburants depuis 1924... mais en retard sur l'OCDE
- Construction, réfection, exploitation d'infrastructures routières & transport en commun (2019-20) => **4,9 G\$**
- Fonds des réseaux de transports terrestres => **4,5 G\$**

Il faut davantage avoir recours à des mesures écofiscales en transport.

● ÉTAT DES LIEUX DE L'ÉCOFISCALITÉ DANS LES VILLES QUÉBÉCOISES ET CANADIENNES

Fanny Tremblay-Racicot et coll., ENAP

- **2017** : *Loi visant principalement à reconnaître que les municipalités sont des gouvernements de proximité et à augmenter à ce titre leur autonomie et leurs pouvoirs (PL 122)*

... peu de nouveaux recours à l'écofiscalité dans les villes depuis

- Redevance réglementaire municipale (financer ou modifier des comportements)
- Redevance de développement

***Taxe sur les
stationnements (Montréal)
25 M\$/an depuis 2010***

***Redevance de
transport (REM)
Max 600 M\$ ou 50 ans***

3 | MISES EN ŒUVRE DE L'ÉCOFISCALITÉ

OPPORTUNITÉS ET DÉFIS

● CONTRÔLE DE L'ÉTALEMENT URBAIN

Luc-Normand Tellier, ESG-UQAM

Pour freiner l'étalement:

- Clarifier que le premier acteur est le gouvernement provincial
- Il doit prendre le contrôle de l'émission des permis de construire ou convaincre les municipalités d'en assumer les coûts
- Lancer une analyse comparative de l'étalement urbain sur la base d'une méthode standard pour mesurer la délimitation des aires urbaines : **SMU**

Péages urbains

Commission de protection des territoires agricoles, naturels et périurbains

Favoriser la planification (Relance du processus de fusion avorté en 2006)

Créer des ceintures vertes

● ACCEPTABILITÉ POLITIQUE ET SOCIALE DE LA TARIFICATION DU CARBONE

Erick Lachapelle, Université de Montréal

- Tarification du carbone : hautement politisée
- Pourtant, c'est bien accepté dans la population => élections fédérales 2019 !
- Leçons des sondages menés :

✓ *Neutralité des revenus = mal comprise par les électeurs*

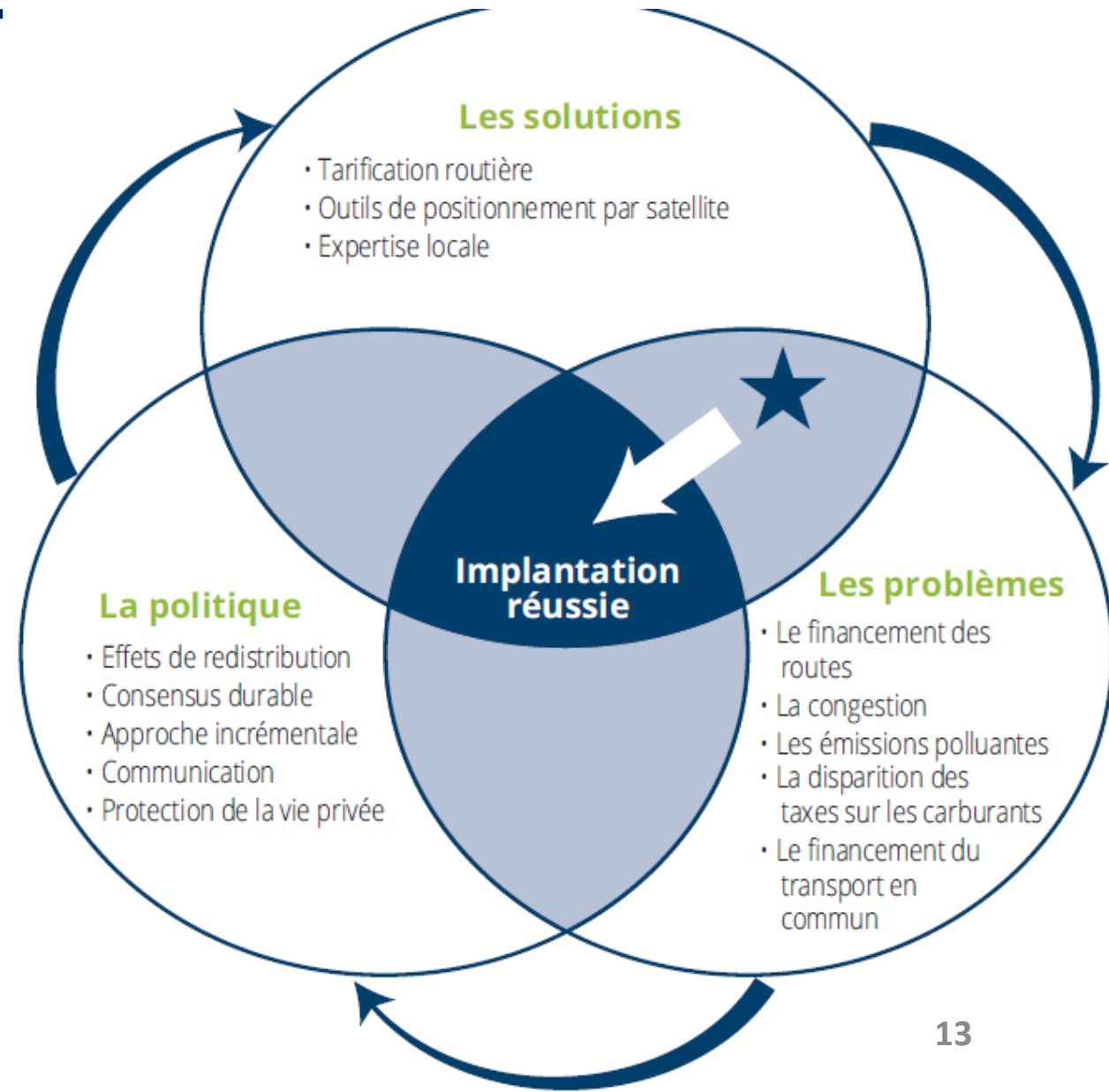
✓ *Investissement des recettes = plus de soutien*

(ex., mesures ciblées de réductions des GES)

● ACCEPTABILITÉ POLITIQUE ET SOCIALE DE LA TARIFICATION ROUTIÈRE

Jean-Philippe Meloche, Université de Montréal

- Enlever les subventions avant l'écofiscalité
 - faire payer les coûts aux utilisateurs des routes
- Tarification routière et acceptabilité sociale :
 - effets de redistribution
 - complexité des systèmes
 - coûts de gestion
- Des expériences inspirantes



● ÉCOFISCALITÉ : IMPACTS, DÉFIS ET OPPORTUNITÉS POUR L'ÉCONOMIE QUÉBÉCOISE

Norma Kozhaya, Conseil du patronat du Québec

- CPQ (représentant 70 000 employeurs) appuie l'écofiscalité bien conçue, prenant en compte :
 - les contextes économique, géographique, social d'une région donnée
 - minimisant les impacts économiques négatifs
- Défis du Québec:
 - Exportations = 30% du PIB (et 70% aux É-U)
 - Charge fiscale des entreprises (% du PIB): **5,5%** versus **3,8%** OCDE

Éviter les incohérences

Saisir les opportunités (filères bas carbone)

Investir en technologie et gestion des ressources (économie circulaire)

Meilleure concertation

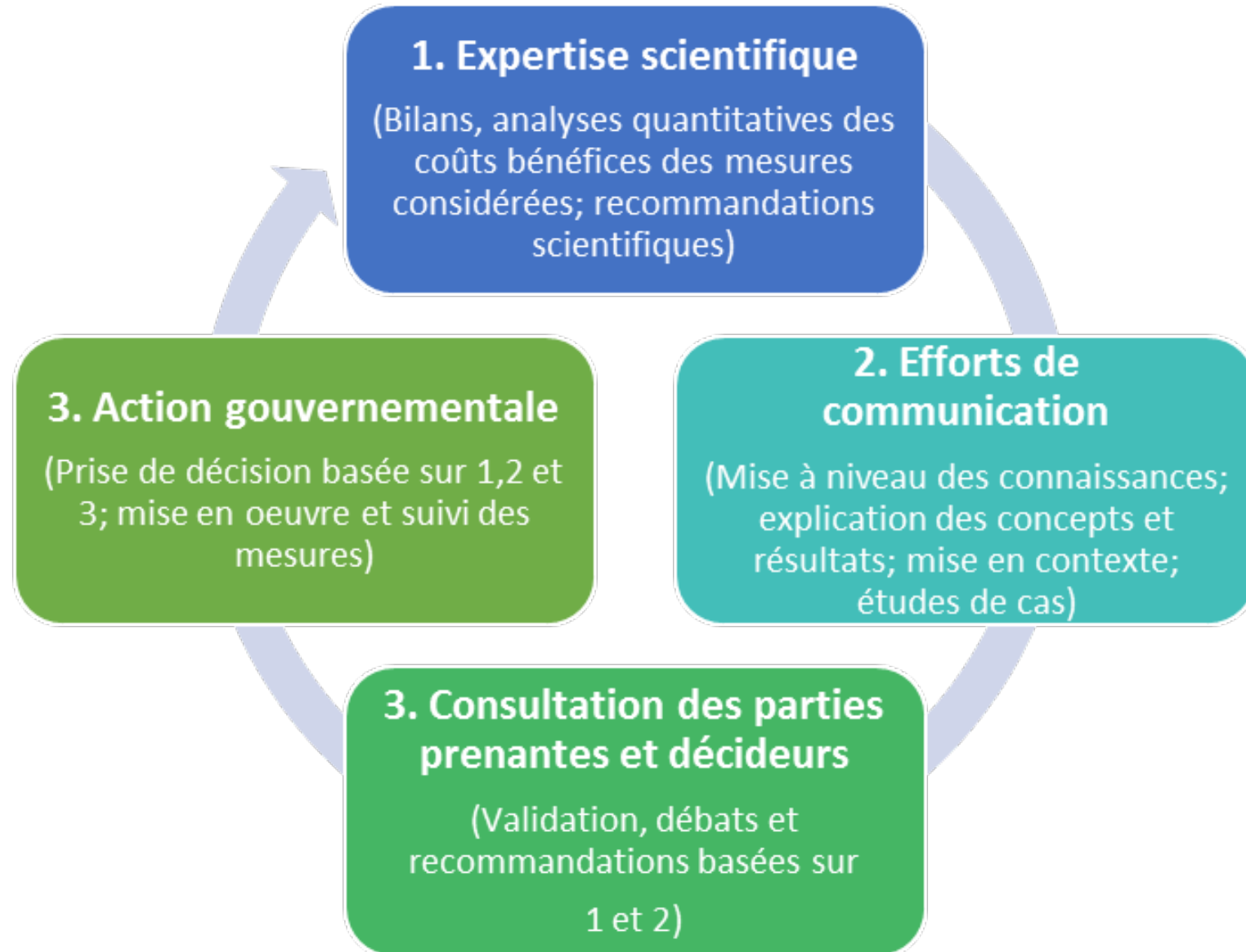
4 | PISTES D'ACTION ET CONCLUSIONS

● **COMMENT ONT-ELLES ÉMERGÉES ?**

Tables rondes sur cinq thèmes :

- 1. Secteurs et mesures prioritaires**
- 2. Acceptabilité au sein de la population et des décideurs**
- 3. Enjeux de compétitivité**
- 4. Concertation pour une approche performante**
- 5. Ampleur des réformes pour déployer ces mesures**

Étapes proposées pour les processus consultation pour élaborer une approche plus performante en écofiscalité au Québec



1. Secteurs et mesures prioritaires

1. Ajouter un coût sur les véhicules énergivores et le carburant

- Forte convergence pour qu'un coût additionnel soit imposé aux véhicules énergivores et à l'utilisation des véhicules.

2. Assurer la disponibilité et l'accès aux alternatives

- Le succès et l'acceptabilité de mesures écofiscales en transport dépendra de la disponibilité et de l'accessibilité d'alternatives à l'auto-solo.

3. Réduire la dépendance à la taxe foncière via l'écofiscalité municipale

- Encourager les municipalités à utiliser leurs nouveaux pouvoirs fiscaux et de prélèvements.

2. Options pour améliorer l'acceptabilité sociale et politique de l'écofiscalité

4. Mieux communiquer, informer et consulter

- Il faut que les mesures soient bien comprises par les citoyens, les parties prenantes et les décideurs en ce qui concerne la redistribution et les retombées des revenus générés, ainsi que les coûts et bénéfices des choix des consommateurs

5. Intégrer des mécanismes d'équité

- Apporter une attention aux groupes étant les moins à même de s'adapter aux mesures écofiscales et s'assurer d'une meilleure disponibilité des alternatives.

3. Enjeux de compétitivité, risques et opportunités pour les entreprises

6. Accompagner les entreprises

- Le gouvernement doit communiquer de manière proactive et soutenir les entreprises pour qu'elles tirent le meilleur parti possible des mesures écofiscales.

7. Faire de l'écofiscalité un outil de performance environnementale

- Faire connaître ses avantages, dont l'amélioration de la productivité et la gestion de l'adaptation à la transition énergétique des entreprises.

8. Reconnaître que l'enjeu de compétitivité peut être atténué

- Pour la plupart des secteurs, différents facteurs particuliers au Québec comme le prix de l'électricité et des programmes de subventions gouvernementales favorisent la compétitivité et compensent les coûts des mesures écofiscales.

4. Options pour améliorer la concertation des parties prenantes

9. Formaliser les processus de consultations

- Que ce soit par des consultations ponctuelles ou de nouvelles structures, il apparaît essentiel de s'assurer que toutes les voix puissent être entendues et prises en compte.

10. Faire de l'information le socle de l'écofiscalité

- La prise de décision et l'élaboration de stratégies écofiscales par le gouvernement doit reposer sur une information scientifique rigoureuse, bien vulgarisée et communiquée de manière structurée et transparente, en amont du processus de consultation.

5. Ampleur des réformes à prévoir

11. Bâtir la cohérence des initiatives écofiscales

- Mesures ciblées pour transformer les marchés à court terme
- Préparer une réforme plus globale pour moderniser le régime fiscal à long terme

CONCLUSIONS

- Des grands défis environnementaux : l'écofiscalité sera incontournable
- Solutions et ressources sont disponibles
- Des consensus sont possibles, si l'information et les consultations sont à la base des initiatives

TÉLÉCHARGEZ LE RAPPORT

<https://energie.hec.ca/atelierecofiscalite>

Chaire de gestion
du secteur de l'énergie
HEC MONTRÉAL

Internet energie.hec.ca
Twitter [@HECenergie](https://twitter.com/HECenergie)
Courriel energie@hec.ca

Nos partenaires

BORALEX

 **ENBRIDGE**

energir

Evolugen

 **Hydro
Québec**


Valero

WSP

L'ÉCOFISCALITÉ AU QUÉBEC

QUELLES OPTIONS POUR ACCÉLÉRER
LA TRANSITION ÉNERGÉTIQUE ET
LA DÉCARBONISATION DE L'ÉCONOMIE ?

Synthèse d'un atelier tenu le 20 février 2020



Chaire de gestion
du secteur de l'énergie
HEC MONTRÉAL

PRÉPARÉ POUR

Québec 

AVEC LA COLLABORATION DE

